

2.7. La superficie totale (en km²) exposée à des valeurs de L_{den} supérieures à 55, 65 et 75 dB, respectivement. On indiquera en outre le nombre total estimé d'habitations (en centaines) et le nombre total estimé de personnes (en centaines) vivant dans chacune de ces zones délimitées par les courbes. Les agglomérations seront comprises dans ces chiffres.

Les courbes de niveau correspondant à 55 et 65 dB seront également indiquées sur une ou plusieurs cartes qui comporteront des informations sur la localisation des villages, des villes et des agglomérations comprises dans les zones délimitées par les courbes.

2.8. Un résumé du programme d'action (dix pages au maximum) reprenant tous les aspects importants visés à l'annexe 2.2.4.5 du présent arrêté.

Vu pour être annexé à l'arrêté du 22 juillet 2005 relatif à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement et modifiant l'arrêté du Gouvernement flamand du 1^{er} juin 1995 fixant les dispositions générales et sectorielles en matière d'hygiène de l'environnement.

Bruxelles, le 22 juillet 2005.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand et Ministre flamand de l'Agriculture,
de la Pêche en mer et de la Ruralité,

Y. LETERME

Le Ministre flamand des Travaux publics, de l'Energie, de l'Environnement et de la Nature,
K. PEETERS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2005 — 2089

[S - C - 2005/29222]

1^{er} JUILLET 2005. — Décret relatif aux études de médecine et de dentisterie (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. A l'article 6, § 1^{er}, du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et finançant les universités, sont apportées les modifications suivantes :

A) entre la définition de l'« établissement d'enseignement supérieur » et la définition du « FNRS », il est inséré les définitions suivantes :

« Etudes de premier ou de second cycle en dentisterie : études appartenant au cursus conduisant au grade académique de master en sciences dentaires ou, pour les législations antérieures, de licencié en science dentaire.

Etudes de premier ou de second cycle en médecine : études appartenant au cursus conduisant au grade académique de médecin ou, pour les législations antérieures, de docteur en médecine et de docteur en médecine, chirurgie et accouchements.

Etudes de premier cycle structurées en deux parties : études de premier cycle en médecine ou en dentisterie dont l'accès à la seconde partie comportant 120 crédits est subordonné à la réussite d'une épreuve d'orientation. »

B) entre la définition du « jury » et la définition du « master », il est inséré la définition suivante :

« Jury d'orientation : dans les études de premier cycle structurées en deux parties, jury chargé d'organiser l'épreuve d'orientation permettant l'accès à la seconde partie du cycle. »

Art. 2. A l'article 16 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

A) le § 2 est complété par l'alinéa suivant :

« Les études de premier cycle en médecine ainsi que les études de premier cycle en dentisterie sont structurées en deux parties. La première partie comporte 60 crédits qui peuvent être acquis en une année d'études. La seconde partie comporte 120 crédits qui peuvent être acquis en deux années d'études au moins. L'accès à la seconde partie est subordonné à l'obtention d'une attestation délivrée à la suite d'une épreuve d'orientation. »;

B) au § 3, 2^o, les mots « au moins » sont insérés entre les mots « trois années d'études » et les mots «; pour toutes les autres dispositions ».

Art. 3. A l'article 49 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

A) au § 1^{er}, la phrase introductive est remplacée par « Sous réserve d'autres dispositions légales particulières et en vue de l'obtention du grade académique qui les sanctionne, ont accès à des études de premier cycle qui ne sont pas structurées en deux parties ou à la première année des études de premier cycle qui sont structurées en deux parties, les étudiants qui justifient : »;

B) il est inséré, à la place du § 2 qui devient le § 3, un § 2 nouveau rédigé comme suit :

« § 2 Ont seuls accès à la deuxième partie des études de premier cycle structurées en deux parties, les étudiants qui ont obtenu une attestation d'accès délivrée par le jury d'orientation visé à l'article 68, § 6. »

Art. 4. A l'article 50, alinéa 1^{er}, deuxième phrase, les mots « qui ne sont pas structurées en deux parties ou à la première année des études de premier cycle » sont ajoutés après les mots «études de premier cycle ».

Art. 5. A l'article 51, du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

A) au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « à des études de deuxième cycle en vue de l'obtention du grade qui les sanctionne » sont remplacés par les mots « aux études en vue de l'obtention du grade académique qui sanctionne des études de deuxième cycle d'un cursus pour lequel les études de premier cycle ne sont pas structurées en deux parties. »

B) il est inséré un § 1^{er}bis rédigé comme suit :

« § 1^{er}bis. Ont seuls accès aux études en vue de l'obtention du grade qui sanctionne des études de deuxième cycle d'un cursus pour lequel les études de premier cycle sont structurées en deux parties, les étudiants qui portent le grade académique de premier cycle du même cursus acquis en Communauté française. »

C) il est inséré un § 1^{er}ter rédigé comme suit :

« § 1^{er}ter. Pour l'application du § 1^{er}bis, sont réputés avoir acquis en Communauté française un grade académique sanctionnant des études de premier cycle en médecine, les étudiants qui bénéficient d'une équivalence complète de leur diplôme étranger avec le diplôme de premier cycle en médecine ou d'une équivalence partielle de leur diplôme étranger avec le diplôme de deuxième cycle en médecine et qui ont obtenu une attestation d'accès au deuxième cycle en médecine délivrée par le jury compétent pour la première année d'études de second cycle du même cursus au terme de la procédure fixée à l'article 79octies, § 1^{er}.

Pour l'application du § 1^{er}bis, sont réputés avoir acquis en Communauté française un grade académique sanctionnant des études de premier cycle en dentisterie, les étudiants qui bénéficient d'une équivalence complète de leur diplôme étranger avec le diplôme de premier cycle en dentisterie ou d'une équivalence partielle de leur diplôme étranger avec le diplôme de deuxième cycle en dentisterie et qui ont obtenu une attestation d'accès au deuxième cycle en dentisterie délivrée par le jury compétent pour la première année d'études de second cycle du même cursus au terme de la procédure fixée à l'article 79octies, § 2. »

Art. 6. A l'article 63 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

A) le § 3 est complété par l'alinéa suivant :

« Par exception à l'alinéa précédent, pour les études de premier cycle structurées en deux parties, l'étudiant a l'obligation de suivre la découpe du cycle entre les deux parties telle qu'elle est proposée. »

B) au § 4, il est inséré entre l'alinéa 2 et l'alinéa 3, l'alinéa suivant :

« Le programme de la première partie des études de premier cycle qui sont structurées en deux parties comporte 50 crédits d'enseignements communs en Communauté française et 5 crédits laissés à l'initiative de chaque institution universitaire. Le programme comporte en outre un enseignement - correspondant à 5 crédits - destiné à former les étudiants à l'approche transversale des matières faisant l'objet des autres enseignements du programme. Cet enseignement est également laissé à l'initiative de chaque institution universitaire. »

C) dans le même paragraphe, à l'alinéa 3 devenant l'alinéa 4, les mots « de cette disposition » sont remplacés par les mots « des dispositions prévues aux alinéas 2 et 3 ».

Art. 7. L'article 68 du même décret est complété par un § 6 rédigé comme suit :

« § 6. Lorsque les études de premier cycle sont structurées en deux parties, le jury de la première année d'études de premier cycle est le jury d'orientation chargé de délivrer les attestations prévues à l'article 49, § 2. »

Art. 8. L'article 78 du même décret est complété par l'alinéa suivant :

« Cet article n'est pas applicable à la première partie des études de premier cycle qui sont structurées en deux parties. »

Art. 9. L'article 79 du même décret est complété par l'alinéa suivant :

« Cet article n'est pas applicable à la première partie des études de premier cycle qui sont structurées en deux parties. »

Art. 10. Dans le titre III, chapitre IV du même décret, il est ajoutée une section 3bis, comprenant les articles 79bis et 79octies et rédigée comme suit :

« Section 3bis. Dispositions particulières relatives à l'évaluation et à l'orientation pour les études de premier cycle qui sont structurées en deux parties

Article 79bis. Chaque année avant le 1^{er} juin, le gouvernement arrête pour chaque premier cycle dont les études sont structurées en deux parties, le nombre global des attestations d'accès prévues à l'article 49, § 2, qui seront délivrées l'année académique suivante.

En même temps qu'il arrête le nombre global, le gouvernement arrête la répartition des attestations prévues à l'alinéa premier entre les institutions universitaires organisant les mêmes études de premier cycle.

A défaut, le nombre global d'attestations et les nombres d'attestations répartis entre les institutions universitaires qui étaient en vigueur l'année précédente sont reconduits.

Article 79ter. § 1^{er}. Pour les études de premier cycle en médecine, le gouvernement arrête le nombre global des attestations visées à l'article 79bis en tenant compte notamment du nombre de diplômés de second cycle qui auront accès à l'attribution des titres professionnels particuliers en vertu de la législation fédérale.

La répartition entre institutions universitaires se fait suivant la "loi du plus fort reste" en attribuant 21,53 pour cent des attestations à l'Université de Liège, 26,09 pour cent à l'Université catholique de Louvain, 23,06 pour cent à l'Université libre de Bruxelles, 6,42 pour cent à l'Université de Mons-Hainaut et 22,90 pour cent aux Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix à Namur.

Les pourcentages fixés à l'alinéa précédent seront utilisés jusque et y compris en 2009.

En 2010, le gouvernement arrêtera pour les cinq années suivantes les pourcentages qui seront obtenus en faisant, pour chaque institution universitaire, le rapport entre le nombre de diplômés de premier cycle en médecine que cette institution a délivrés à des personnes qui ont reçu un diplôme de deuxième cycle en médecine durant la période s'étendant de l'année académique 2003-2004 à l'année académique 2007-2008 et le nombre total de diplômés de premier cycle en médecine délivrés par l'ensemble des institutions universitaires à des personnes qui ont reçu un diplôme de second cycle en médecine durant la même période.

A partir de 2015 et pour les périodes de cinq ans qui suivent, le gouvernement arrête les pourcentages suivant la procédure fixée à l'alinéa 4.

En vue de l'accès au deuxième cycle prévu à l'article 51, § 1^{ter}, cinq attestations supplémentaires sont attribuées chaque année à chacune des institutions universitaires organisant le deuxième cycle en médecine. Ces attestations ne peuvent être délivrées que l'année où elles ont été attribuées.

§ 2. Pour les études de premier cycle en dentisterie, le gouvernement arrête le nombre global des attestations visées à l'article 79bis en tenant compte notamment du nombre de diplômés de second cycle qui auront accès à l'attribution des titres professionnels particuliers en vertu de la législation fédérale.

La répartition entre institutions universitaires se fait suivant la "loi du plus fort reste" en attribuant 28,28 pour cent des attestations à l'Université de Liège, 33,41 pour cent à l'Université catholique de Louvain et 38,31 pour cent à l'Université libre de Bruxelles.

Les pourcentages fixés à l'alinéa précédent seront utilisés jusque et y compris en 2009.

En 2010, le gouvernement arrêtera pour les cinq années suivantes les pourcentages qui seront obtenus en faisant, pour chaque institution universitaire, le rapport entre le nombre de diplômés de premier cycle en dentisterie que cette institution a délivrés à des personnes qui ont reçu un diplôme de deuxième cycle en dentisterie durant la période s'étendant de l'année académique 2003-2004 à l'année académique 2008-2009 et le nombre total de diplômés de premier cycle en dentisterie délivrés par l'ensemble des institutions universitaires à des personnes qui ont reçu un diplôme de second cycle en dentisterie durant la même période.

A partir de 2015 et pour les périodes de cinq ans qui suivent, le gouvernement arrête les pourcentages suivant la procédure fixée à l'alinéa 4.

En vue de l'accès au deuxième cycle prévu à l'article 51, § 1^{ter}, une attestation supplémentaire est attribuée chaque année à chacune des institutions universitaires organisant le deuxième cycle en dentisterie. Cette attestation ne peut être délivrée que pour l'année où elle a été attribuée.

Article 79quater. Par dérogation à l'article 77, alinéa 2, le jury d'orientation calcule la note obtenue par l'étudiant sur 100 points.

80 points sont réservés aux résultats académiques de l'étudiant relativement au programme d'études fixé à l'article 63, § 4, alinéa 3, à l'exception des 5 crédits destinés à former l'étudiant à l'approche transversale des matières enseignées et dont l'évaluation fait l'objet de l'alinéa suivant.

20 points sont réservés aux résultats correspondant à l'évaluation des 5 crédits destinés à donner à l'étudiant la capacité à utiliser le fruit de son apprentissage pour comprendre, synthétiser et communiquer les informations et pour résoudre des situations qui nécessitent des connaissances et des savoir-faire transdisciplinaires. Si cette évaluation porte notamment sur certaines activités - travaux pratiques, stages et rapports personnels - organisées au long de l'année académique, celles-ci ne peuvent correspondre qu'à un maximum de 8 points.

Les étudiants sont classés dans l'ordre décroissant des points obtenus.

Les attestations sont délivrées dans l'ordre du classement dans la limite des nombres autorisés à condition que l'étudiant ait obtenu au moins un total de 60 points et ait obtenu une note d'au moins 10/20 pour chaque enseignement inscrit à son programme.

Le jury d'orientation se réunit avant le 10 juillet. Il attribue les attestations comme indiqué à l'alinéa 5.

De la même façon, le jury attribue avant le 10 septembre les attestations restantes.

Lorsque, dans une institution, il est délivré à la fin de l'année académique moins d'attestations que le nombre autorisé, le nombre d'attestations résiduelles est ajouté au nombre d'attestations qui, pour cette institution, est arrêté pour l'année suivante conformément à l'article 79bis, alinéa 2.

L'attribution de l'attestation sanctionne la réussite de l'année d'études.

En vue de la réorientation éventuelle de l'étudiant, le jury d'orientation octroie les crédits en même temps qu'il délibère pour les attestations. Les crédits relatifs à l'année d'études sont octroyés automatiquement en cas de réussite de l'année d'études. Les crédits correspondant aux enseignements pour lesquels l'étudiant a obtenu une note d'au moins 12/20 sont automatiquement octroyés par le jury d'orientation. Le jury d'orientation peut en outre décider d'octroyer les crédits correspondant à un enseignement quelle que soit la note effectivement obtenue, notamment dans le cas où l'étudiant a obtenu une note de 10/20. Le jury confirme les crédits qui auraient été octroyés l'année précédente à un étudiant qui, en vertu de l'article 79quinquies, alinéa 3, se serait réinscrit à la même année d'études et qui serait conduit à se réorienter à l'issue de celle-ci.

Article 79quinquies. L'étudiant inscrit à la première année d'un premier cycle d'études structurées en deux parties ne peut bénéficier d'aucune dispense, report de note ou crédit qui lui auraient été octroyés en fonction d'enseignements suivis antérieurement dans quelque cursus ou année d'études que ce soit même dans le cas où l'étudiant se réinscrit à la même année d'études. Il en va de même des dispenses, reports de note ou crédits obtenus à partir de la valorisation des savoirs et compétences acquis par l'expérience personnelle ou professionnelle.

Par exception à l'article 84, alinéa 2, les évaluations à l'issue du premier quadrimestre sont faites exclusivement à titre indicatif : elles ne peuvent entraîner ni dispense, ni report de note, ni attribution de crédit.

L'étudiant qui n'a pas réussi la première année d'études ne peut se réinscrire qu'une seule fois à la même année d'études.

Article 79*sexies*. § 1^{er}. Les crédits dont question à l'article 79*quater*, alinéa 10, peuvent être valorisés en vue d'une admission personnalisée dans tout cursus de premier cycle non structuré en deux parties quel que soit l'établissement organisé ou subventionné par la Communauté française où l'étudiant s'inscrit par la suite.

§ 2. L'étudiant qui n'a pas réussi la première année d'études mais qui a obtenu la totalité des crédits qui y sont associés est admissible en deuxième année d'études d'un premier cycle qui n'est pas structuré en deux parties quelle que soit l'institution universitaire organisée ou subventionnée par la Communauté française où il s'inscrit.

La liste des études de premier cycle ainsi accessibles est arrêtée par le gouvernement.

Un programme complémentaire de 12 crédits maximum peut toutefois être imposé à l'étudiant.

Article 79*septies*. Les modalités d'établissement du classement et de délivrance des attestations sont portées à la connaissance des étudiants par l'intermédiaire du règlement des études et des jurys prévu à l'article 71.

A l'issue de chaque période d'évaluation, le jury d'orientation veille à ce que l'étudiant soit informé de ses résultats et de l'influence que ceux-ci pourront avoir sur le classement.

Article 79*octies*. § 1^{er}. Chaque année avant le 10 septembre, le jury dont question à l'article 51, § 1^{er}, sélectionne dans chaque institution universitaire les étudiants qui bénéficient d'une équivalence complète de leur diplôme étranger avec le diplôme de premier cycle en médecine ou d'une équivalence partielle de leur diplôme étranger avec le diplôme de deuxième cycle en médecine et qui auront accès aux études de deuxième cycle en médecine.

En vue de cette sélection, l'étudiant s'inscrit dans une seule institution universitaire. Cette institution est l'institution qui a délivré l'équivalence du diplôme étranger.

Cette évaluation est notée sur 20 points. Les attestations sont délivrées aux étudiants qui ont obtenu une note d'au moins 12/20 dans l'ordre décroissant des points obtenus et dans la limite des nombres fixés à l'article 79*ter*, § 1^{er}, alinéa 6.

§ 2. Chaque année avant le 10 septembre, le jury dont question à l'article 51, § 1^{er}, sélectionne dans chaque institution universitaire les étudiants qui bénéficient d'une équivalence complète de leur diplôme étranger avec le diplôme de premier cycle en dentisterie ou d'une équivalence partielle de leur diplôme étranger avec le diplôme de deuxième cycle en dentisterie et qui auront accès aux études de deuxième cycle en dentisterie.

En vue de cette sélection, l'étudiant s'inscrit dans une seule institution universitaire. Cette institution est l'institution qui a délivré l'équivalence du diplôme étranger.

Cette évaluation est notée sur 20 points. Les attestations sont délivrées aux étudiants qui ont obtenu une note d'au moins 12/20 dans l'ordre décroissant des points obtenus et dans la limite des nombres fixés à l'article 79*ter*, § 2, alinéa 6. »

Art. 11. Dans le même décret il est ajouté un article 167*bis* rédigé comme suit :

« Art. 167*bis*. Pour les études de premier cycle en médecine, la mesure visée à l'article 49, § 2, ne s'applique pas aux étudiants qui ont réussi la première année d'études de ce premier cycle avant l'année académique 2005-2006. Ces étudiants accèdent à la deuxième partie des études de premier cycle aux conditions prévues à l'article 49, § 1^{er}.

Pour les études de premier cycle en dentisterie, la mesure visée à l'article 49, § 2, ne s'applique pas aux étudiants qui ont réussi la première année d'études de ce premier cycle avant l'année académique 2005-2006. Ces étudiants accèdent à la deuxième partie des études aux conditions prévues à l'article 49, § 1^{er}.

Art. 12. Dans le même décret il est ajouté un article 167*ter* rédigé comme suit :

« Art. 167*ter*. Pour les études de deuxième cycle en médecine, les étudiants qui ont réussi la première année de premier cycle en médecine avant l'année académique 2005-2006 peuvent accéder aux études de deuxième cycle aux conditions fixées à l'article 51, § 1^{er}.

Pour les études de deuxième cycle en dentisterie, les étudiants qui ont réussi la première année de premier cycle en dentisterie avant l'année académique 2005-2006 peuvent accéder aux études de deuxième cycle aux conditions fixées à l'article 51, § 1^{er}. »

Art. 13. Dans le même décret il est ajouté un article 167*quater* rédigé comme suit :

« Art. 167*quater*. Sans préjudice de l'article 79*ter*, le nombre global des attestations d'accès prévues pour l'accès en 2006 à la seconde partie des études de premier cycle en médecine est arrêté avant le 1^{er} septembre 2005.

Sans préjudice de l'article 79*ter*, le nombre global des attestations d'accès prévues pour l'accès en 2006 à la seconde partie des études de premier cycle en dentisterie est arrêté avant le 1^{er} septembre 2005. »

Art. 14. Dans le même décret il est ajouté un article 167*quinquies* rédigé comme suit :

« Art. 167*quinquies*. Chaque année, avant le 1^{er} mars, le CIUF transmet au Gouvernement un rapport sur la mise en application des dispositions spécifiques relatives aux études de médecine et de dentisterie.

Durant l'année académique 2010-2011, le gouvernement procède à une évaluation de ces dispositions.

Le gouvernement arrête les modalités de cette évaluation.

Le rapport de cette évaluation contiendra notamment une analyse des résultats des étudiants boursiers et des étudiants de condition modeste.

Le rapport est déposé au parlement au plus tard le 1^{er} juin 2011. »

Art. 15. Le présent décret produit ses effets au 1^{er} juin 2005.
Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.
Bruxelles, le 1^{er} juillet 2005.

Ministre-Présidente, chargée de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale
Mme M. ARENA

La Vice-Présidente et Ministre,
en charge de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,
Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre en charge du Budget et des Finances,
M. DAERDEN

Le Ministre de la Fonction publique et des Sports,
Cl. EERDEKENS

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel et de la Jeunesse,
Mme LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme C. FONCK

Notes

(1) *Session 2004-2005.*

Documents du Conseil. – Projet de décret, n° 117-1. – Amendements de commission, n° 117-2. – Rapport, n° 117-3.
Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. Séance du 21 juin 2005.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2005 — 2089

[S – C – 2005/29222]

1 JULI 2005. — Decreet betreffende de studies in de geneeskunde en de tandheelkunde (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. In artikel 6, § 1, van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) tussen de definitie van « Instelling voor hoger onderwijs » en de definitie van « NFWO » worden de volgende definities ingevoegd :

« Studies van de eerste of de tweede cyclus in de tandheelkunde : studies die behoren tot de cursus die leidt tot de academische graad van master in de tandheelkunde of, voor de vroegere wetgevingen, van licentiaat in de tandheelkunde.

Studies van de eerste of de tweede cyclus in de geneeskunde : studies die behoren tot de cursus die leidt tot de academische graad van arts of, voor de vroegere wetgevingen, van doctor in de geneeskunde en doctor in de geneeskunde, chirurgie en verloskunde.

Studies van de eerste cyclus in twee delen gestructureerd : studies van de eerste cyclus in de geneeskunde of in de tandheelkunde waarvan de toegang tot het tweede deel dat 120 kredieten telt, afhankelijk is van het slagen voor een oriënteringsproef. »

B) tussen de definitie van « jury » en de definitie van « master » wordt de volgende definitie ingevoegd :

« Oriënteringsexamencommissie : in de studies van de eerste cyclus in twee delen gestructureerd, de examencommissie die belast is met het organiseren van de oriënteringsproef voor de toegang tot het tweede deel van de cyclus. »

Art. 2. In artikel 16 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) § 2 wordt met het volgend lid aangevuld :

« De studies van de eerste cyclus in de geneeskunde alsmede de studies van de eerste cyclus in de tandheelkunde zijn in twee delen gestructureerd. Het eerste deel telt 60 kredieten die verworven kunnen worden in één studiejaar. Het tweede deel telt 120 kredieten die verworven kunnen worden in minstens twee studiejaar. De toegang tot het tweede deel is afhankelijk van het verkrijgen van een attest uitgereikt na een oriënteringsproef. »;

B) in § 3, 2°, worden de woorden « tenminste » ingevoegd tussen de woorden « in vier of » et « drie studiejaar ».

Art. 3. In artikel 49 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) in § 1 wordt de inleidende zin vervangen door « Onder voorbehoud van andere particuliere wettelijke bepalingen en met het oog op de verkrijging van de academische graad die deze studies bekrachtigt, hebben de studenten die houder zijn van de volgende bekwaamheidsbewijzen toegang tot studies van de eerste cyclus die niet in twee delen gestructureerd zijn of tot het eerste jaar van de studies van de eerste cyclus die in twee delen gestructureerd zijn : »;

B) in de plaats van § 2, die § 3 wordt, wordt een nieuwe § 2 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 2 Enkel de studenten die een toegangsattest verkregen hebben, die uitgereikt is door de in artikel 68, § 6 bedoelde oriënteringsexamencommissie, hebben toegang tot het tweede deel van de studies van de eerste cyclus in twee delen gestructureerd. »

Art. 4. In artikel 50, 1ste lid, tweede zin, worden de woorden « die niet gestructureerd zijn in twee delen of tot het eerste studiejaar van de eerste cyclus » toegevoegd na de woorden « studies van de eerste cyclus ».

Art. 5. In artikel 51 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) in § 1, 1ste lid, worden de woorden « tot de studies van de tweede cyclus met als doel het behalen van de graad die deze studies bekroont » vervangen door de woorden « tot de studies met het oog op het bekomen van de academische graad die studies van de tweede cyclus van een cursus bekrachtigt waarvoor de studies van de eerste cyclus niet in twee delen gestructureerd zijn. »

B) een § 1bis wordt ingevoegd, luidend als volgt :

« § 1bis. Enkel de studenten die houder zijn van de academische graad van de eerste cyclus van dezelfde cursus verworven binnen de Franse Gemeenschap hebben toegang tot de studies met het oog op het bekomen van de graad die studies bekrachtigt van de tweede cyclus van een cursus waarvoor de studies van de eerste cyclus in twee delen gestructureerd zijn. »

C) een § 1ter wordt ingevoegd, luidend als volgt :

« § 1ter. Voor de toepassing van § 1bis worden de studenten, die een volledige gelijkstelling van hun buitenlands diploma met het diploma van de eerste cyclus in de geneeskunde of een gedeeltelijke gelijkstelling van hun buitenlands diploma met het diploma van de tweede cyclus in de geneeskunde genieten en die een attest bekomen hebben waarbij de examencommissie bevoegd voor het eerste studiejaar van de tweede cyclus van dezelfde cursus hen toegang verleent tot de tweede cyclus in de geneeskunde op het einde van de procedure vastgelegd in artikel 79octies, § 1, geacht binnen de Franse Gemeenschap een academische graad te hebben bekomen die studies van de eerste cyclus in de geneeskunde bekrachtigt.

Voor de toepassing van § 1bis worden de studenten, die een volledige gelijkstelling van hun buitenlands diploma met het diploma van de eerste cyclus in de tandheelkunde of een gedeeltelijke gelijkstelling van hun buitenlands diploma met het diploma van de tweede cyclus in de tandheelkunde genieten en die een attest bekomen hebben waarbij de examencommissie bevoegd voor het eerste studiejaar van de tweede cyclus van dezelfde cursus hen toegang verleent tot de tweede cyclus in de tandheelkunde op het einde van de procedure vastgelegd in artikel 79octies, § 2, geacht binnen de Franse Gemeenschap een academische graad te hebben bekomen die studies van de eerste cyclus in de tandheelkunde bekrachtigt. »

Art. 6. In artikel 63 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) § 3 wordt met het volgend lid aangevuld :

« Bij uitzondering op het vorig lid wordt de student voor de studies van de eerste cyclus in twee delen gestructureerd verplicht de verdeling van de cyclus onder de twee delen zoals voorgesteld, te volgen. »

B) in § 4 wordt tussen het 2de lid en het 3de lid, het volgend lid ingevoegd :

« Het programma van het eerste deel van de studies van de eerste cyclus die in twee delen gestructureerd zijn, bedraagt 50 gemeenschappelijke kredieten in de Franse Gemeenschap en 5 kredieten die vrij door elke universitaire instelling kunnen worden aanbesteed. Het programma bedraagt daarenboven een onderwijs - dat overeenstemt met 5 kredieten - dat bedoeld is om de studenten op te leiden tot de transversale benadering van de andere leerstoffen van het programma. Dat onderwijs wordt eveneens vrij bepaald door elke universitaire instelling. »

C) in dezelfde paragraaf, in het 3de lid dat het 4de lid wordt, worden de woorden « van deze bepaling » vervangen door de woorden « van de bepalingen bedoeld in het 2de en het 3de lid ».

Art. 7. Artikel 68 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een § 6, luidend als volgt :

« § 6. Wanneer de studies van de eerste cyclus in twee delen gestructureerd zijn, is de examencommissie van het eerste studiejaar van de eerste cyclus de oriënteringsexamencommissie belast met het uitreiken van de attesten bedoeld bij artikel 49, § 2. »

Art. 8. Artikel 78 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met het volgend lid :

« Dit artikel is niet van toepassing op het eerste deel van de studies van de eerste cyclus die in twee delen gestructureerd zijn. »

Art. 9. Artikel 79 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met het volgend lid :

« Dit artikel is niet van toepassing op het eerste deel van de studies van de eerste cyclus die in twee delen gestructureerd zijn. »

Art. 10. In titel III, hoofdstuk IV van hetzelfde decreet wordt een afdeling 3bis toegevoegd met de artikelen 79bis tot 79octies, luidend als volgt :

« Afdeling 3bis. Nadere regels met betrekking tot de evaluatie en de oriëntering voor de studies van de eerste cyclus die in twee delen gestructureerd zijn

Art. 79bis. Elk jaar bepaalt de regering vóór 1 juni voor elke eerste cyclus waarvan de studies in tweede delen gestructureerd zijn, het totaal aantal toegangsattesten bedoeld in artikel 49, § 2, die het volgend academiejaar uitgereikt zullen worden.

Wanneer de regering het totaal aantal bepaalt, bepaalt zij ook de verdeling van de in het eerste lid bedoelde attesten onder de universitaire instellingen die dezelfde studies van de eerste cyclus organiseren.

Bij gebrek wordt het totaal aantal attesten en het aantal attesten die verdeeld zijn onder de universitaire instellingen die het jaar voordien van kracht waren, verlengd.

Art. 79ter. § 1. Voor de studies van de eerste cyclus in de geneeskunde bepaalt de regering het totaal aantal attesten bedoeld in artikel 79bis door inzonderheid rekening te houden met het aantal gediplomeerden van de tweede cyclus die toegang zullen hebben tot de toekenning van particuliere professionele bekwaamheidsbewijzen krachtens de federale wetgeving.

De verdeling onder de universitaire instellingen verloopt volgens de wet van « de sterkste blijft over » door 21,53 percent van de attesten aan de « Université de Liège », 26,09 percent aan de « Université catholique de Louvain », 23,06 percent aan de « Université libre de Bruxelles », 6,42 percent aan de « Université de Mons-Hainaut » en 22,90 percent aan de « Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix » in Namen toe te kennen.

De in het vorig lid vastgestelde percentages zullen tot en met 2009 gebruikt worden.

In 2010 zal de regering voor de vijf volgende jaren de percentages vaststellen die bekomen zullen worden door voor elke universitaire instelling het verband te leggen tussen het aantal diploma's van de eerste cyclus in de geneeskunde die deze instelling uitgereikt heeft aan personen die een diploma van de tweede cyclus in de geneeskunde bekomen hebben gedurende de periode die van het academiejaar 2003-2004 tot het academiejaar 2007-2008 strekt en het totaal aantal diploma's van de eerste cyclus in de geneeskunde die uitgereikt zijn door het geheel van de universitaire instellingen aan personen die een diploma van de tweede cyclus in de geneeskunde bekomen hebben gedurende dezelfde periode.

Vanaf 2015 en voor de periodes van vijf jaar die volgen, bepaalt de regering de percentages volgens de procedure bepaald in het 4de lid.

Met het oog op de toegang tot de tweede cyclus bepaald in artikel 51, § 1^{ter}, worden vijf bijkomende attesten elk jaar toegekend aan elke universitaire instelling die de tweede cyclus in de geneeskunde organiseert. Die attesten kunnen enkel het jaar waarop ze werden toegekend, uitgereikt worden.

§ 2. Voor de studies van de eerste cyclus in de tandheelkunde bepaalt de regering het totaal aantal attesten bedoeld bij artikel 79^{bis} door inzonderheid rekening te houden met het aantal diploma's van de tweede cyclus die toegang zullen hebben tot de toekenning van de particuliere professionele bekwaamheidsbewijzen krachtens de federale wetgeving.

De verdeling onder de universitaire instellingen verloopt volgens de wet van « de sterkste blijft over » door 28,28 percent van de attesten aan de « Université de Liège », 33,41 percent aan de « Université catholique de Louvain » en 38,31 percent aan de « Université libre de Bruxelles » toe te kennen.

De in het vorig lid vastgestelde percentages zullen tot en met 2009 gebruikt worden.

In 2010 zal de regering voor de vijf volgende jaren de percentages vaststellen die bekomen zullen worden door voor elke universitaire instelling het verband te leggen tussen het aantal gediplomeerden van de eerste cyclus in de tandheelkunde die deze instelling uitgereikt heeft aan personen die een diploma van de tweede cyclus in de tandheelkunde bekomen hebben gedurende de periode die van het academiejaar 2003-2004 tot het academiejaar 2008-2009 strekt en het totaal aantal diploma's van de eerste cyclus in de tandheelkunde die uitgereikt zijn door het geheel van de universitaire instellingen aan personen die een diploma van de tweede cyclus in de tandheelkunde bekomen hebben gedurende dezelfde periode.

Vanaf 2015 en voor de periodes van vijf jaar die volgen, bepaalt de regering de percentages volgens de procedure bepaald in het 4de lid.

Met het oog op de tweede cyclus bepaald in artikel 51, § 1^{ter}, wordt een bijkomend attest elk jaar toegekend aan elke universitaire instelling die de tweede cyclus in de tandheelkunde organiseert. Dat attest kan enkel het jaar waarop het werd toegekend, uitgereikt worden.

Art. 79^{quater}. In afwijking van artikel 77, 2de lid, berekent de oriënteringsexamencommissie de resultaten die de student gehaald heeft op 100 punten.

80 punten zijn voorbehouden voor de academische resultaten van de student betreffende het studieprogramma vastgelegd in artikel 63, § 4, 3de lid, met uitzondering van de 5 kredieten bedoeld om de student op te leiden tot de transversale benadering van de gevolgde vakken en waarvan de evaluatie in volgend lid wordt bepaald.

20 punten zijn voorbehouden voor de resultaten die overeenstemmen met de evaluatie van de 5 kredieten die bedoeld zijn om de student te bemachtigen om de vrucht van zijn scholing te gebruiken om de informatie te verstaan, er een synthese van te maken en ze mee te delen en om situaties op te lossen die kennis en transdisciplinaire bedrevenheid vereisen. Als deze evaluatie inzonderheid betrekking heeft op sommige activiteiten - praktijkwerken, stages en persoonlijke verslagen - die georganiseerd zijn gedurende het academiejaar, kunnen deze slechts overeenstemmen met een maximum van 8 punten.

De studenten zijn gerangschikt in dalende volgorde van de behaalde punten.

De attesten worden uitgereikt in de volgorde van de rangschikking binnen de perken van de toegelaten aantallen op voorwaarde dat de student minstens 60 punten behaald heeft en minstens 10/20 gehaald heeft voor elk onderwijs dat op zijn programma staat.

De oriënteringsexamencommissie komt vóór 10 juli bijeen. Zij kent de attesten toe zoals bepaald in het 5de lid.

Op dezelfde wijze kent de examencommissie vóór 10 september de overblijvende attesten toe.

Wanneer er in een instelling op het einde van het jaar minder attesten uitgereikt worden dan het toegelaten aantal, wordt het aantal overblijvende attesten toegevoegd aan het aantal attesten dat voor die instelling bepaald is voor het volgend jaar overeenkomstig artikel 79^{bis}, 2de lid.

De toekenning van het attest bekrachtigt het slagen voor het studiejaar.

Met het oog op de eventuele heroriëntering van de student kent de examencommissie kredieten toe en beraadslaagt zij over de attesten. De kredieten betreffende het studiejaar worden automatisch toegekend bij het slagen voor het studiejaar. De kredieten die overeenstemmen met het onderwijs waarvoor de student minstens 12/20 gehaald heeft, worden automatisch toegekend door de oriënteringsexamencommissie. De oriënteringsexamencommissie kan daarenboven beslissen om de kredieten, die overeenstemmen met een onderwijs toe te kennen ongeacht het bekomen resultaat, inzonderheid in het geval de student 10/20 gehaald heeft. De examencommissie bevestigt de kredieten die het vorig jaar toegekend zouden geweest zijn aan de student die krachtens artikel 79^{quinquies}, 3de lid, in hetzelfde jaar opnieuw ingeschreven zou zijn en een andere richting zou moeten nemen na dat jaar.

Art. 79*quinquies*. De student die ingeschreven is in het eerste jaar van een eerste cyclus van studies in twee delen gestructureerd, kan geen enkele vrijstelling, puntenoverdracht of krediet genieten die hem toegekend zouden zijn in functie van vroeger gevolgde opleidingen in welke cursus of studiejaar ook, zelfs in het geval de student zich in hetzelfde studiejaar zou inschrijven. Hetzelfde geldt voor de vrijstellingen, puntenoverdrachten of kredieten die bekomen zijn vanaf de valorisatie van de kennis en bekwaamheden die verworven zijn door de persoonlijke of professionele ervaring.

Bij uitzondering op artikel 84, 2de lid, worden de evaluaties van het eerste viermaandelijks tijdsvak enkel indicatief verricht : deze kunnen noch vrijstellingen, noch puntenoverdrachten, noch de toekenning van kredieten tot gevolg hebben.

De student die voor het eerste studiejaar niet geslaagd is, kan zich slechts één keer voor hetzelfde studiejaar opnieuw inschrijven.

Art. 79*sexies*. § 1. De kredieten waarvan sprake is in artikel 79*quater*, 10de lid, kunnen in aanmerking komen met het oog op een persoonlijke toelating in elke cursus van de eerste cyclus die niet in twee delen gestructureerd is, ongeacht de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde instelling waar de student zich daarna inschrijft.

§ 2. De student die niet geslaagd is voor het eerste jaar, maar die het totaal van de kredieten behaald heeft die eraan verbonden zijn, is toelaatbaar in het tweede studiejaar van een eerste cyclus die niet in twee delen gestructureerd is ongeacht de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde universitaire instelling waar hij zich inschrijft.

De lijst van de studies van de eerste cyclus die op die wijze toegankelijk zijn, wordt bepaald door de regering.

Een aanvullend programma van maximaal 12 kredieten kan evenwel aan de studenten worden opgelegd.

Art. 79*septies*. De nadere regels voor de vaststelling van de rangschikking en de uitreiking van de attesten worden aan de studenten meegedeeld via het studiereglement en de regels voor de examencommissies bedoeld in artikel 71.

Op het einde van elke evaluatieperiode zorgt de examencommissie ervoor dat de student geïnformeerd zou zijn over de resultaten en de invloed die deze zouden kunnen hebben op het klasement.

Art. 79*octies*. § 1. Elk jaar selecteert de in artikel 51, § 1*ter*, bedoelde examencommissie vóór 10 september in elke universitaire instelling de studenten die een volledige gelijkstelling genieten van hun buitenlands diploma met het diploma van de eerste cyclus in de geneeskunde of een gedeeltelijke gelijkstelling van hun buitenlands diploma met het diploma van de tweede cyclus in de geneeskunde en die toegang zullen hebben tot de tweede cyclus in de geneeskunde.

Met het oog op die selectie schrijft de student zich in één enkele universitaire instelling. Deze instelling is de instelling die de gelijkstelling van het buitenlands diploma heeft uitgereikt.

Deze evaluatie staat op 20 punten. De attesten worden uitgereikt aan de studenten die minstens 12/20 gehaald hebben in de dalende volgorde van de bekomen punten en binnen de perken van de aantallen bepaald in artikel 79*ter*, § 1, 6de lid.

§ 2. Elk jaar selecteert de in artikel 51, § 1*ter*, bedoelde examencommissie vóór 10 september in elke universitaire instelling de studenten die een volledige gelijkstelling genieten van hun buitenlands diploma met het diploma van de eerste cyclus in de tandheelkunde of een gedeeltelijke gelijkstelling van hun buitenlands diploma met het diploma van de tweede cyclus in de tandheelkunde en die toegang zullen hebben tot de tweede cyclus in de tandheelkunde.

Met het oog op die selectie schrijft de student zich in één enkele universitaire instelling. Deze instelling is de instelling die de gelijkstelling van het buitenlands diploma heeft uitgereikt.

Deze evaluatie staat op 20 punten. De attesten worden uitgereikt aan de studenten die minstens 12/20 gehaald hebben in de dalende volgorde van de bekomen punten en binnen de perken van de aantallen bepaald in artikel 79*ter*, § 2, 6de lid. »

Art. 11. In hetzelfde decreet wordt een artikel 167 *bis* toegevoegd, luidend als volgt :

« Art. 167*bis*. Voor de studies van de eerste cyclus in de geneeskunde, wordt de bepaling bedoeld in artikel 49, § 2, niet toegepast op de studenten die voor het eerste studiejaar van die eerste cyclus geslaagd zijn voor het academiejaar 2005-2006. Die studenten hebben toegang tot het tweede deel van de studies van de eerste cyclus onder de voorwaarden bedoeld in artikel 49, § 1.

Voor de studies van de eerste cyclus in de tandheelkunde is de bepaling bedoeld in artikel 49, § 2, niet van toepassing op de studenten die geslaagd zijn voor het eerste studiejaar van die eerste cyclus voor het academiejaar 2005-2006. Die studenten hebben toegang tot het tweede deel van de studies onder de voorwaarden bedoeld in artikel 49, § 1.

Art. 12. In hetzelfde decreet wordt een artikel 167*ter* toegevoegd, luidend als volgt :

« Art. 167*ter*. Voor de studies van de tweede cyclus in de geneeskunde kunnen de studenten die geslaagd zijn voor het eerste jaar van de eerste cyclus in de geneeskunde vóór het academiejaar 2005-2006 toegang krijgen tot de studies van de tweede cyclus onder de voorwaarden bepaald in artikel 51, § 1.

Voor de studies van de tweede cyclus in de tandheelkunde kunnen de studenten die geslaagd zijn voor het eerste jaar van de eerste cyclus in de tandheelkunde voor het academiejaar 2005-2006 toegang krijgen tot de studies van de tweede cyclus onder de voorwaarden bepaald in artikel 51, § 1.

Art. 13. In hetzelfde decreet wordt een artikel 167 *quater* toegevoegd, luidend als volgt :

« Art. 167*quater*. Onverminderd artikel 79*ter* wordt het totaal aantal toegangsattesten bepaald voor de toegang in 2006 tot het tweede deel van de studies van de eerste cyclus in de geneeskunde, vastgesteld vóór 1 september 2005.

Onverminderd artikel 79*ter* wordt het totaal aantal toegangsattesten voorzien voor de toegang in 2006 tot het tweede deel van de studies van de eerste cyclus in de tandheelkunde, bepaald vóór 1 september 2005. »

Art. 14. In hetzelfde decreet wordt een artikel 167*quinquies* toegevoegd, luidend als volgt :

« Art. 167*quinquies*. Elk jaar maakt de Interuniversitaire Raad van de Franse Gemeenschap vóór 1 maart verslag aan de regering over de toepassing van de nadere regels betreffende de studies in de geneeskunde en de tandheelkunde.

Gedurende het academiejaar 2010-2011 evalueert de regering deze nadere regels.

De Regering bepaalt de nadere regels voor die evaluatie.

Het verslag van die evaluatie zal inzonderheid een analyse bevatten van de resultaten van de studenten die een beurs genieten en van de studenten van eenvoudige afkomst.

Het verslag wordt ten laatste op 1 juni 2011 op het parlement neergelegd. »

Art. 15. Dit decreet heeft uitwerking met ingang van 1 juni 2005.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 1 juli 2005.

De Minister-Presidente, belast met het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M. ARENA

De Vice-President, Minister van Hoger onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President, Minister van Ambtenarenzaken en Sport,
C. EERDEKENS

De Minister van Begroting en Financiën,
M. DAERDEN

De Minister van Cultuur, de Audiovisuele Sector en Jeugd,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK.

Nota's

(1) *Zitting 2004-2005.*

Stukken van de Raad. – Decreetontwerp, nr. 117-1. — Commissieamendementen nr. 117-2. – Verslag, nr. 117-3.
Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 21 juni 2005.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2005 — 2090

[C – 2005/29231]

20 JUILLET 2005. — Décret relatif aux droits complémentaires perçus dans l'enseignement supérieur non universitaire (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Les droits perçus par les hautes Ecoles, les Ecoles supérieures des Arts et les Instituts supérieurs d'Architecture jusqu'à l'année académique 2004-2005 incluse, complémentaires au minerval imposé par l'article 12, § 2, alinéa 1^{er} et 2, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement ne seront en aucune façon remboursés.

L'alinéa 1^{er} n'est pas applicable :

1° aux droits complémentaires qui auraient été perçus en violation des articles 12, § 2, alinéas 3 à 5, de la même loi;

2° aux remboursements ordonnés par des décisions de justice rendues à la suite d'une action introduite devant les cours et tribunaux avant le 5 juillet 2005;

3° aux droits qui excèdent un montant maximum par année académique correspondant à sept fois le montant du minerval imposé par l'article 12, § 2, alinéa 1^{er} et 2, précités.

Art. 2. A l'article 12, § 2, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, modifié par la loi du 5 août 1978, l'arrêté royal n° 462 du 17 septembre 1986, et les décrets des 12 juillet 1990, 9 septembre 1996 et 2 décembre 1996, sont apportées les modifications suivantes :

a) l'alinéa suivant est inséré après l'alinéa 3 :

« Pour les étudiants qui ne sont pas visés à l'alinéa 3, ces droits complémentaires ne peuvent excéder le montant de 422 euros pour l'enseignement supérieur de type long et de 282 euros pour l'enseignement supérieur de type court. En outre, ces droits complémentaires ne peuvent excéder les montants imposés par les établissements pour l'année académique 2004-2005. Les commissaires du Gouvernement vérifient le respect de la présente disposition. »;

b) les alinéas suivants sont insérés après le nouvel alinéa 4 :

« Les plafonds fixés à l'alinéa 4 sont diminués chaque année académique de dix pour cent du montant initial. Pour les étudiants de condition modeste, ces plafonds sont diminués chaque année académique de vingt pour cent du montant initial. Le Gouvernement définit ce qu'il y a lieu d'entendre par étudiant de condition modeste. »;

c) le § 2 est complété par les alinéas suivants :

« Pour l'année académique 2005-2006, ne sont pas considérés comme perception d'un droit complémentaire, les frais appréciés au coût réel afférents aux biens et services fournis individuellement à l'étudiant. Ces frais sont mentionnés dans le règlement des études propre à chaque établissement. Ils ne peuvent excéder les montants imposés par les établissements pour l'année académique 2004-2005.

Pour l'année académique 2006-2007 et les années académiques suivantes, le Gouvernement fixe, respectivement, pour les Hautes Ecoles, les Ecoles supérieures des Arts et les Instituts supérieurs d'Architecture la liste des frais appréciés au coût réel afférents aux biens et services fournis aux étudiants qui ne sont pas considérés comme perception d'un droit complémentaire. Ces frais sont mentionnés dans le règlement des études propre à chaque établissement. »